



LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT PLESSIS ROBINSON

21/09/2015

TSIPRAS MET LA GRÈCE EN ORDRE DE MARCHÉ POUR L'AUSTÉRITÉ

Avec plus de 35 % des suffrages exprimés, Syriza a remporté les législatives grecques. Tsipras est donc élu pour la seconde fois. Mais la vague d'espoir soulevée par la victoire de Syriza en janvier dernier a laissé la place à beaucoup de désillusions.

L'abstention de 44 %, un record en Grèce, en témoigne. Et comment ne pas comprendre ceux qui ont boudé les urnes quand leur vote de juin dernier -61 % contre le programme d'austérité- a été piétiné et utilisé pour faire la politique contraire ? Quoi d'étonnant qu'ils n'aient pas eu envie de choisir quand les deux grands partis présentaient le même programme d'austérité ?

Cette désillusion est aussi présente parmi ceux qui ont voté Syriza. Ils savent bien qu'une nouvelle cure d'austérité les attend. Tout ce qu'ils espèrent désormais, c'est qu'elle soit un peu moins dure avec Syriza qu'elle ne l'aurait été avec la droite.

Aux yeux de cette fraction de l'électorat populaire, Tsipras apparaît cependant toujours comme celui le plus à même de les protéger. Et même s'il a capitulé face aux grandes puissances, ils lui sont reconnaissants d'avoir essayé de s'y opposer.

Mais pour tous ceux qui ne se résignent pas, en Grèce comme ici, il faut tirer les leçons de l'échec de Tsipras.

Tsipras a certes été le premier dirigeant grec à contester le sort imposé à son pays par les créanciers, il a même été le seul représentant des pays pauvres d'Europe à le faire. Et si on peut lui reconnaître du courage politique et comprendre que certains parmi les classes pauvres de Grèce en soient fiers, il faut regarder les choses en face.

Que reste-t-il du Tsipras qui promettait d'arrêter l'austérité mortelle pour les classes exploitées de Grèce ? Que reste-t-il de celui qui voulait forcer les créanciers à relâcher leur emprise pour donner la priorité aux plus pauvres, aux travailleurs, aux retraités les plus modestes ? Une certaine image et beaucoup de paroles creuses. Car aujourd'hui Tsipras est la courroie de transmission de la purge ordonnée par l'Union européenne et le FMI. Il s'est engagé à baisser les retraites, à augmenter la TVA. Il va augmenter les impôts pesant sur les paysans, couper dans les dépenses publiques et privatiser tout ce qui peut encore l'être. Le tout, sous la tutelle de l'Union européenne.

Alors, comment en est-on arrivé là ?

Comment Tsipras s'est-il battu ? Avec quelle politique, quels objectifs et quels moyens ? Tsipras n'a jamais visé la remise en cause de l'ordre capitaliste. Il n'a jamais contesté le remboursement de la dette grecque dans laquelle les classes populaires ne sont pour rien. Et, preuve qu'il ne voulait pas s'en prendre aux intérêts de la bourgeoisie, il n'a même pas mené la lutte dans son propre pays pour faire payer un tant soit peu la bourgeoisie grecque.

Son objectif, modeste, était d'obtenir un peu de marge de manœuvre de façon à pouvoir prendre quelques mesures qui auraient soulagé les plus pauvres. Il a bataillé auprès des créanciers. Il a bataillé dans les sommets européens et dans les cabinets ministériels. Il s'est servi du suffrage populaire et des élections pour peser dans les négociations. Rien n'y a fait !

Il faut que les travailleurs sachent que la bourgeoisie et les dirigeants européens sont impitoyables. Ils ne feront aucune concession, ils n'admettront une remise en cause de l'austérité que contraints et forcés par une révolte sociale. La solution est dans le camp des exploités eux-mêmes, dans leur capacité à se battre et à agir d'en bas en usant de toute leur force sociale. Dans le passé, c'est cette lutte de classe qui a réussi à repousser le mur de l'argent. Ce sera la même chose à l'avenir.

Il faut se méfier comme de la peste de tous ceux qui, en Grèce comme ici, prétendent faire le bien des travailleurs sans être prêts à combattre les intérêts de la bourgeoisie et sans expliquer que la classe ouvrière n'obtiendra rien sans se battre.

Tsipras fait partie de ces faux-amis de la classe ouvrière. Et que sa victoire ait été accueillie favorablement par tous les dirigeants européens le montre assez. Depuis que Tsipras s'est soumis à leur diktat, il est passé du rang de bête noire de l'Europe à celui d'homme politique « responsable » et « crédible ». Avec ces élections, tous les dirigeants, de Hollande à Merkel, misent sur Tsipras et sa capacité à « stabiliser » le pays, c'est-à-dire à imposer cette énième cure d'austérité.

Eh bien, espérons qu'ils se trompent ! Espérons que le monde du travail ne se laissera pas faire. Espérons que les travailleurs victimes du chômage et de l'abaissement de leur niveau de vie, les retraités qui vont subir la baisse de leur pension, les paysans qui vont voir leurs taxes doubler, réagiront.

Premiers concernés, derniers informés

Le 1^{er} octobre prochain, la direction lance une énième réorganisation, celle de la direction de la Qualité. Pour l'instant, elle n'a présenté que des chiffres, des plus, des moins.

Aucune information claire et précise n'a filtré. Qui va où ? Qui fait quoi ? C'est l'incertitude. À chaque nouvelle réorganisation, c'est le même cinéma...muet.

La Ruche-les-bains

Les jours de pluie, dans la Ruche, l'eau s'écoule des verrières pour se répandre joyeusement sur le sol ou dans les corbeilles de bureau : c'est du plus bel effet.

La direction, dans son but de toujours améliorer la qualité de vie au Technocentre, après avoir installé la plage et les palmiers, a dû avoir l'idée de mettre en place des chutes d'eau...

Les chevilles !

Quand la direction pond un questionnaire RH, on la reconnaît à ses questions : « il est facile de changer de poste en mobilité interne » ; « je connais la valeur des avantages sociaux qui me sont offerts » ; « j'ai un bon environnement de travail ».

Une chose est sûre, la direction s'aime.

Erratum

Il y a quand même une question subversive dans le questionnaire RH : « les règles de rémunérations sont faciles à comprendre ».

C'est vrai que rien pour nous et tout pour les actionnaires, c'est facile à comprendre !

Ça déménagement

Pour faire passer ses projets, la direction fait semblant de prendre notre avis. À l'Avancée, elle a organisé, avant les congés, des réunions avec moult post-it, des petites maquettes, etc. pour la nouvelle implantation des bureaux.

Pas de mystère, à moins de pousser les murs extérieurs, le nombre de mètres carrés à modifier est le même. La direction fait sa publicité à bon compte.

Air emploi = décollage raté

La direction va organiser des conférences sur l'aéronautique et la « transférabilité de vos compétences automobiles ». Ces conférences seront suivies d'entretiens individuels et il est demandé de venir avec CV, mais aussi son PC !

La direction est pressée de nous voir partir et de réduire les effectifs, mais elle est avertie, nous ne nous présenterons pas à l'embarquement.

Tour de passe Pass

Depuis le 1^{er} septembre, le Pass Navigo est dézonné au tarif de 70 euros. Pour beaucoup

d'entre nous, c'est une baisse de prix. Ceux qui étaient zone 4-5, par exemple, y perdent un peu.

Le gros gagnant, c'est Renault puisqu'il ne rembourse que la moitié du Pass. Ainsi globalement, il va avoir moins à dédommager. Pourtant lorsqu'on utilise ce Pass, ce n'est pas pour aller « la moitié » au travail. C'est aux employeurs de rembourser l'intégralité des frais de transports.

Smart : les ouvriers disent « non » à leur direction

À force de chantage menaçant l'emploi, la direction de la Smart a obtenu une majorité des voix à son usine de Hambach, en Moselle, pour tenter d'obliger les syndicalistes à signer un accord revenant à faire travailler 17 heures de plus par mois, non pas pour 260 euros net, comme ce devrait être le cas, mais pour 90 euros net de plus.

En fait les ouvriers ont rejeté cette arnaque à 61 %. Mais avec les cadres, l'approbation est tout juste majoritaire.

Daimler la maison mère, qui a réalisé 2,6 milliards d'euros de profits après impôt en 2014, espère ainsi économiser 5 % de la masse salariale, rien que sur Hambach !

Pas très smart et mensonger

Quant à la promesse de garantir l'emploi jusqu'en 2020, elle vaut ce que valent les promesses de patrons.

On se rappelle que Continental avait fait passer ses ouvriers de Clairoux aux 39 heures en promettant la sauvegarde de l'emploi... deux ans avant de fermer l'usine.

Cadeaux pour les patrons

Le gouvernement, aux petits soins pour les grandes entreprises, a fait signer l'Accord National Interprofessionnel par certains syndicats. Dans cet accord, il y a entre autres la réduction de l'obligation de financement par l'employeur de la formation professionnelle des travailleurs.

Les heures de congés individuels de formation sont transférées dans un compte personnel de formation. Mais lorsque l'on part à la retraite, toutes ces heures ne sont pas payées : elles sont perdues.

Cela fait partie de la formation... des économies de Renault.

Un grand incompris

Interviewé dans la presse la semaine dernière, Ghosn a déclaré très sérieusement : « notre métier n'est pas d'être populaire tout le temps, mais de dire ce qui est bon pour l'entreprise. Cela passe parfois par des positions difficiles à comprendre ».

Qu'il se rassure, le gel de nos salaires et les 8260 suppressions de postes, on a très bien compris que c'était bon pour les actionnaires !